



## UN 5 À 7 RÉUSSI

Le 4 avril dernier, plus d'une cinquantaine de personnes ont participé au 5 à 7 organisé par le CATHII à la Maison mère de la Congrégation Notre-Dame sur le parcours de victimes et de survivantes de la traite

humaine. Chaque année, le CATHII invite les membres des communautés religieuses et des groupes intéressés par la lutte contre la traite humaine à une activité de sensibilisation et de solidarité.



## LE CATHII À LA CSW61

La 61<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme se tenait aux Nations Unies (CSW61) à New York en mars 2017 sous le thème de *L'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution*<sup>1</sup> avec un accent mis sur l'autonomisation des femmes autochtones.



La coordonnatrice du CATHII, Sylvie Gagnon, et la coordonnatrice du Bureau de justice sociale SSA, Renaude Grégoire, étaient présentes dans la délégation d'*UNANIMA International*, une organisation partenaire accréditée aux Nations Unies. De multiples activités parallèles étaient tenues par des organismes non gouvernementaux (ONG) dont plusieurs ateliers et conférences portaient ou avaient un lien avec la traite des personnes. La présente édition du CATHII Info vous présente quelques faits saillants de cet événement.

<sup>1</sup> [www.unwomen.org/fr/csw/csw61-2017#sthash.ULz4NFpy.dpuf](http://www.unwomen.org/fr/csw/csw61-2017#sthash.ULz4NFpy.dpuf)



## SOMMAIRE

- P. 1 : Un 5 à 7 réussi
- P. 1 : Le CATHII à la CSW61
- P. 2 : Rencontre avec Jean Quinn, nouvelle directrice générale d'*UNANIMA International*
- P. 2 : Prévenir et guérir : la violence et l'exploitation sexuelle des femmes et des filles autochtones au Manitoba
- P. 3 : Des femmes autochtones contre l'industrie du sexe
- P. 3 : La pointe de l'iceberg de la traite : le travail forcé
- P. 4 : La meilleure loi contre l'exploitation sexuelle



Pour nous joindre :  
[info@cathii.org](mailto:info@cathii.org)  
[www.cathii.org](http://www.cathii.org)  
[www.facebook.com/CATHII.info](https://www.facebook.com/CATHII.info)  
[twitter.com/Cathii\\_info](https://twitter.com/Cathii_info)

## RENCONTRE AVEC JEAN QUINN, NOUVELLE DIRECTRICE GÉNÉRALE D'UNANIMA INTERNATIONAL

La coordonnatrice du CATHII a rencontré Jean Quinn, nouvelle directrice générale d'*UNANIMA International* (UI), membre de la Congrégation des Filles de la Sagesse d'Irlande, avec laquelle elle s'est entretenue pour resserrer les liens et la communication entre le CATHII et UI.



Jean Quinn



### PRÉVENIR ET GUÉRIR : LA VIOLENCE ET L'EXPLOITATION SEXUELLE DES FEMMES ET DES FILLES AUTOCHTONES AU MANITOBA

«Winnipeg n'est pas seulement la ville canadienne comptant le plus d'autochtones, mais c'est aussi la capitale de la disparition des femmes et filles autochtones», a affirmé une des panélistes, membre de la délégation de femmes autochtones venant du Manitoba lors de la Commission de la condition de la femme en mars 2017 à New York. Parmi les centaines d'ateliers offerts, Renaude Grégoire a assisté à un atelier incontournable : «Risques pour les femmes autochtones dans la transition vers un environnement urbain ». Dans une salle quatre fois trop petite, des dizaines de femmes ont écouté avec respect et compassion les difficultés, mais aussi la résilience des Autochtones, dont quelques-unes sont cheffes de leur communauté. Afin de prévenir la violence et l'exploitation sexuelle des jeunes femmes autochtones, une maison d'accueil nommée *Ndinawe-*

*maaganag Endaawaad (Our Relative's Home)* a été fondée en 1992 à Winnipeg afin d'offrir un lieu autochtone pour aider à la transition vers la grande ville. La maison procure un lieu sécuritaire, temporaire, ainsi que des services et des programmes variés afin de soutenir ces jeunes femmes (et aussi des jeunes hommes) qui quittent leurs communautés très isolées du nord du Manitoba pour poursuivre leurs études à Winnipeg. Une approche holistique est assurée par une équipe multidisciplinaire aux jeunes femmes autochtones ayant été exploitées sexuellement et aux jeunes autochtones ayant besoin d'aide. *Ndinawemaaganag Endaawaad*, « c'est une place qui aide les étudiantes à être autonomes et aussi libres à la fois de l'oppression des institutions que de celle de la rue », conclut Sheila North Wilson. Pour en savoir plus : [www.ndinawe.com/safe-house](http://www.ndinawe.com/safe-house)



## DES FEMMES AUTOCHTONES CONTRE L'INDUSTRIE DU SEXE



Les représentantes canadiennes (Colombie-Britannique, Ontario, Québec et Nouvelle-Écosse) et américaines du groupe *Indigenous women against sex industry* ont parlé de l'exploitation sexuelle des femmes autochtones au Canada et

aux États-Unis. Toutes les conférencières avaient elles-mêmes vécu des violences.

Elles ont rappelé qu'au Canada, les femmes autochtones ont six fois plus de chance d'être assassinées que les non autochtones.

Il a été, entre autres, question de traite humaine de femmes autochtones sur des navires des Grands Lacs qui se situent à la frontière des deux pays, notamment en partance de Thunder Bay en Ontario. De nombreuses femmes autochtones des villes américaines comme Minneapolis et d'autres villes du Minnesota ont également disparu. Certaines d'entre elles sont revenues de cet enfer dont l'une des conférencières. Justice ne leur a pas encore été rendue. Selon les présentatrices, les femmes autochtones sont vues comme «sexuellement disponibles» et sans valeur et ce, depuis les débuts de la colonisation européenne.

Elles ont souligné l'importance pour les organisations qui les défendent de donner une place centrale aux survivantes de la traite. Elles demandent aux professionnelles intervenantes de les croire et de les accompagner sans maternalisme.

À travers leur militance et leur art, pour certaines d'entre elles, elles réagissent et veulent faire réagir.

[www.facebook.com/Indigenous-Women-Against-the-Sex-Industry-402934106468517/](http://www.facebook.com/Indigenous-Women-Against-the-Sex-Industry-402934106468517/)

### LA POINTE DE L'ICEBERG DE LA TRAITE : LE TRAVAIL FORCÉ

Si la traite à des fins d'exploitation sexuelle génère des profits importants spécialement pour le crime organisé, la traite relative au travail forcé permet de réaliser des économies considérables pour les parti-



Elisabeth Tang

culiers et pour les entreprises petites et grandes qui en sont les principaux bénéficiaires et qui s'en servent impunément à travers le monde. Le travail forcé existe dans de nombreux secteurs économiques et les moyens des victimes pour y mettre fin sont peu nombreux. Une façon d'aider ces personnes est la mise en place de lignes d'appel pour dénoncer des situations problématiques.

Lors du forum des ONG, précédant la CSW61, rassemblant des centaines de femmes à New York, un exemple a été donné dans le secteur du travail domestique par Elisabeth Tang, secrétaire générale de la Fédération internationale des travailleuses domestiques, regroupant un demi-million de membres. Dans plusieurs pays, les aides domestiques n'ont pas le droit de se syndiquer, n'ont pas accès au salaire minimum et ne sont pas protégées par les lois du travail.

Les travailleuses domestiques sont très peu présentes dans les lieux de décision, selon Elisabeth Tang, ajoutant que « changer les lois ne suffit pas, il faut aussi changer les cultures et les pratiques condamnables. »

Quelle est la situation chez nous? Le Canada pour sa part n'a toujours pas signé la Convention concernant le travail décent pour les travailleuses et les travailleurs domestiques et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et les membres de leur famille. Le Québec n'offre toujours pas aux travailleuses domestiques de protection en cas d'accident ou de maladie professionnelle.

## LA MEILLEURE LOI CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE.

En avril 2016, la France a adopté une loi sur la prostitution criminalisant les clients et dépénalisant les personnes exerçant la prostitution. Profitant de la tenue de la CSW61, la Fondation Scelles a organisé une conférence au Consulat de France à New York. La ministre française des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, Laurence Rossignol, qui a fait adopter cette loi, était parmi les panelistes. Cette loi a été suivie par un décret visant à favoriser la sortie de la prostitution, l'insertion sociale et professionnelle et le soutien aux associations participant à sa mise en œuvre. L'ajout de ce décret en fait le meilleur exemple parmi les pays (Suède, Norvège, Canada, Islande, Irlande du Nord et République d'Irlande) ayant adopté, selon diverses modalités le « modèle nordique », d'après Taina Bien-Aimé, directrice de la Coalition internationale contre la traite des femmes.

Photo : La ministre française Laurence Rossignol au Consulat de France à New York le 14 mars 2017



Pour la ministre Laurence Rossignol, l'exploitation sexuelle est une violence et plus spécifiquement une violence de genre. La violence est inhérente à l'acte prostitutionnel même : « *Devoir subir des actes sexuels non désirés de manière répétée est une effraction corporelle assimilable au viol* » (Laurence Rossignol).

Pour Yves Charpenel, président de la Fondation Scelles, l'exploitation sexuelle est un marché « *où le corps humain est une marchandise comme une autre, soumise aux lois de l'offre et de la demande.* » La Fondation Scelles est un organisme français qui lutte contre l'exploitation sexuelle.

La prostitution est une des formes les plus aigües de violences faites aux femmes. « Qu'est-ce qui explique les obstacles pour mettre fin à cette violence » s'interrogeait Taina Bien-Aimé. En fait, elle n'est pas encore perçue comme telle par la plupart des sociétés. Peut-être parce qu'elles touchent en majorité des femmes, dans la précarité et la vulnérabilité. Au contraire, pour faire accepter l'inacceptable, certains présentent « *des récits fictionnels qui donnent à voir la prostitution comme un "travail", comme une relation marchande librement consentie entre adultes, une sexualité libérée, une émancipation du patriarcat.* »

« *La prostitution n'est pas davantage un choix pour les femmes et les filles que l'excision, le mariage précoce, la polygamie, la crémation des veuves ou toute autre violation des droits humains qu'endurent les femmes parce qu'elles sont nées femmes* » (Taina Bien-Aimé).

Participaient également à la conférence, Rachel Moran, fondatrice-directrice de *SPACE International* et auteure du témoignage « *Paid For: My Journey Through Prostitution* » qui a salué l'adoption par son pays, la République d'Irlande, d'une loi qui s'attaque à la demande.

Saviez-vous que... le Conseil des Montréalaises fera une étude sur la traite et l'exploitation sexuelle durant le Grand Prix de Montréal couvrant les trois prochaines années ?

À suivre !

### Crédits photo :

Renaude Grégoire, Fondation Scelles, CSW61 et CATHII